



Direction Générale Aménagement
Direction de la nature

<p style="text-align: center;">CONVENTION 2023 Subvention d'investissement – Ecopâturage sur le site de Gajac <i>Entre Saint-Médard-en-Jalles et Bordeaux Métropole</i></p>
--

Entre les soussignés

Saint-Médard-en-Jalles, dont le siège social est situé à Pl. de l'Hôtel de ville, 33160 Saint-Médard-en-Jalles représenté(e) par son Maire, **Stéphane DELPEYRAT**, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° DG21-107 du Conseil municipal du 29 septembre 2021 **ci-après désigné(e) « la Commune »**

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Alain Anziani, dûment habilité aux fins des présentes par la délibération n° 2023/ du Conseil métropolitain du 29 septembre 2023.

ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Dans le cadre des contrats de co-développement 2021-2023 conclus entre Bordeaux Métropole et les communes du territoire et adopté par délibération du Conseil métropolitain n°2021/ 526 du 23 septembre 2021, un soutien est apporté sous forme de subventions à diverses manifestations ou actions spécifiques.

Suite à la négociation de ces contrats de co-développement, la commune Saint-Médard-en-Jalles a adressé à Bordeaux Métropole sa demande de subvention liée à l'action décrite dans le contrat de co-développement.

Le projet initié par la Commune bénéficiaire est décrit à l'Annexe 1– expérimentation gestion pastorale

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à la Commune bénéficiaire.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Le montant total des investissements est de 31 331 € répartis comme suit :

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à la commune de Saint-Médard-en-Jalles une subvention plafonnée à 15 665 €, équivalent à 50 % du montant total estimé des coûts éligibles (d'un montant de 31 331 €) sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, conformément au plan de financement figurant en Annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée s'avère inférieure à la subvention demandée par la Commune, il appartient à cette dernière de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles s'avèreraient être inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que la Commune bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 70 %, soit la somme de 10 965,50 €, après signature de la présente convention
- 30 %, soit la somme de 4 699,50 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 6, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de la Commune selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

L'action étant déjà réalisée, la Commune bénéficiaire s'engage à fournir dans les 2 mois suivant la signature de la présente convention :

- le budget définitif de l'action ou de la manifestation ;
- un compte rendu quantitatif, qualitatif et financier, de l'expérimentation menée

Ces deux documents seront signés par le Maire ou toute personne habilitée

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Commune bénéficiaire, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

La Commune bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, la Commune bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utile.

Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, la Commune bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

La Commune bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

La Commune bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser

entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par la Commune bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe la Commune par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour la Commune :

Monsieur le Maire
Pl. de l'Hôtel de ville
33160 Saint-Médard-en-Jalles

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Projet
- Annexe 2 : Plan de financement

- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier

Fait à Bordeaux, le

en 2 exemplaires

**Pour la commune de Saint-Médard-en-Jalles
Stéphane DELPEYRAT
Le Maire**

**Pour Bordeaux Métropole
Alain Anziani
Le Président**

Annexe 1

Projet expérimentation gestion pastorale

Afin de mettre en œuvre sa politique en matière de Transition Ecologique, la commune de Saint-Médard-en-Jalles souhaite développer un projet d'entretien différencié sur certaines parcelles naturelles. En effet, l'objectif de cette expérimentation a pour but de remplacer l'utilisation d'engins agricoles pour la gestion de certains sites en ayant recours à l'éco-pâturage. Ce projet sera formalisé par la signature d'une convention renouvelée annuellement avec l'association le Conservatoire des Races d'Aquitaine.

Les intérêts d'implanter de l'éco-pâturage sont multiples et de natures différentes. D'un point de vue environnemental, cela limite les émissions de CO2 du fait de la limitation de l'utilisation d'engins mécaniques. Aussi, une amélioration de la qualité des sols est constatée et cela permet la valorisation du patrimoine vivant en reconstituant des troupeaux avec des espèces rares ou menacées, par exemple. Le recours à l'éco-pâturage a aussi des impacts positifs d'ordre sociaux en réduisant la pénibilité du travail des agents d'entretien et en renforçant le lien social du fait de la création d'un lieu de rencontre et d'animations à proximité de la zone de pâturage. Enfin, des bénéfices sont aussi perçus financièrement pour la collectivité en réduisant les coûts d'entretien des espaces verts.

Dans le cadre de cette demande, la subvention concerne essentiellement la mise en place de la clôture fixe, la construction de l'abri pour le troupeau et la signature de la convention avec le Conservatoire des Races d'Aquitaine.

La parcelle objet du partenariat avec le Conservatoire des Races d'Aquitaine pour cette année 2023 est une zone humide. Cette dernière est comprise dans plusieurs zonages réglementaires ou non, à importance environnementale telles que Natura 2000, ZNIEFF de type 1 « Le Thil : Vallée et coteaux de la jalle de Saint-Médard », ZNIEFF de type 2 « Réseau hydrographique de la jalle, du camp de Souge à la Garonne et du marais de Bruges ». Ces zonages démontrent la richesse de la biodiversité en présence sur ce site et l'intérêt d'implanter une gestion la plus respectueuse possible du site.

Par ailleurs, cette parcelle est située au sein de l'OAİM Parc des Jalles et notamment à proximité de la future Porte de Gajac, concernée par un projet de restauration paysagère et environnementale portée par la métropole.

Ce projet répond donc aux enjeux de conservation de la qualité des milieux naturels et la sensibilisation sur l'écologie et la biodiversité auprès du grand public inscrits dans le programme d'actions du Parc des Jalles.

Annexe 2
Budget prévisionnel

BUDGET PREVISIONNEL HT 2023			
DEPENSES HT		RECETTES	
Expérimentation site en gestion pastorale	31 331 €	Bordeaux Métropole	15 665 €
		Commune de Saint Médard-en-Jalles	15 666 €
TOTAL	31 331 €	TOTAL	31 331 €

Annexe 3
Modèle de compte-rendu financier

Recommandations pour la présentation du bilan qualitatif et quantitatif de l'action

Cette fiche est destinée à vous aider à la réalisation du bilan de l'action pour laquelle Bordeaux Métropole vous a accordé un financement. Ce bilan doit permettre de rendre compte de l'utilisation des subventions accordées.

Nom de la Commune bénéficiaire :

Intitulé de l'action :

1. BILAN QUALITATIF DE L'ACTION

Date(s) de la manifestation :

Durée de la manifestation (nombre de jours...) :

Fréquence de la manifestation (annuelle...) :

Manifestation gratuite payante

Vente de produits et/ou services : oui non

Visiteurs, participants :

Quelles ont été les actions entreprises ? Décrire précisément les actions mises en œuvre

L'intérêt de votre projet pour la métropole bordelaise :

Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?

Liste revue de presse et couverture médiatique :

Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

2. BILAN FINANCIER DE L'ACTION

2.1. Fournir le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé

2.2. Décrire les règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires ...) :

2.3. Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget financier définitif :

2.4. Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de la Commune,

certifie exactes les informations du présent compte rendu

Fait, le : | | | | | | | | | | à

Signature :